

Intervention de Bernard FRIOT

à la Rencontre de l'Atelier de Montluçon le 21 janvier 2016

L'ouvrage qui vient d'être mentionné s'appelle "[Emanciper le travail](#)"¹

C'est un outil militant je pense. Il s'agit d'entretiens, pour que ce soit le plus alerte possible.

Le dernier entretien porte sur quel est le chemin? quel est le chemin du communisme ? puisque c'est de ça qu'il s'agit !

Ce chemin passe par la maîtrise populaire de la production. C'est clair que si ce n'est pas nous qui maîtrisons la production toute réforme est cataplasme sur une jambe de bois.

La maîtrise de la production est d'autant plus aujourd'hui au cœur de la lutte de classe, que les espoirs qui étaient mis dans un meilleur partage de la valeur capitaliste se sont complètement évanouis. On ne connaît plus aujourd'hui de lieux ou de négociations qui aboutissent à une meilleure répartition des richesses. Du coup cette forme sociale-démocrate de la lutte, elle est à abandonner de manière définitive.

La lutte des classes n'est pas une meilleure répartition de la richesse, c'est une autre production de la richesse.

Et cette autre production de la richesse, nous la pratiquons déjà massivement; nous produisons la santé ce qui représente presque 10% du PIB. Nous produisons la santé, en tout cas les soins, pas les médicaments hélas, pas l'outillage médical hélas !

Mais les soins de santé nous les produisons. C'est une part importante de la production de valeur, sans employeur ce sont des fonctionnaires ou ce sont des libéraux, sans capital, et pour l'époque où la hausse du taux de cotisation maladie fonctionnait, sans appel au marché des capitaux pour financer l'investissement.

On finance l'investissement des CHU dans les années 60, et dieu sait si c'est énorme comme investissement, ce sont des vraies usines les CHU.

On le finance sans appel au marché des capitaux par subvention, il n'y a pas de crédit.

C'est la hausse du taux de cotisation maladie c'est à dire une affectation de la valeur non pas à la centralisation capitaliste de la valeur qu'opère le profit mais à la centralisation de la valeur qu'opère la cotisation, qui permet de subventionner l'assurance-maladie et subventionne l'investissement.

J'insiste sur ce point parce que la maîtrise de la production suppose que l'on maîtrise l'investissement. Tant qu'il n'y a pas maîtrise de l'investissement, même salaire à vie ça changera la donne mais ça ne la change pas de manière significative.

Or la maîtrise de l'investissement suppose que nous sortions du chantage au crédit. Le chantage au crédit s'exerce, après avoir pris dans le profit une partie importante de la valeur que nous produisons, il nous la prête. Je te pique, je te prête, tu me rembourses : voilà la logique du capital.

L'intérêt de ce que nous avons déjà initié à partir de 1945, avec la sécurité sociale, je prends l'exemple de l'assurance maladie, c'est que nous avons et nous continuons encore, mais fort peu, parce que cette bataille là de hausse du taux de cotisation a été abandonnée depuis 40 ans pratiquement.

Nous avons financé l'équipement sanitaire sans appel au crédit, ni à un supposé

1 <http://www.reseau-salariat.info/1b1052ba59f8cfbcacd6d41fb8e5b5ab?lang=fr>

vertueux crédit public. Revendiquer un crédit public c'est légitimer le crédit privé.

Ce que nous avons fait en 45 c'est initier des institutions révolutionnaires, en ce qu'elles remplacent les institutions du capital et dieu sait si celle du crédit est une institution décisive, par d'autres et remplacent donc la socialisation capitaliste de la valeur dans le profit dans les portefeuilles financiers, par une autre socialisation, une socialisation salariale anticapitaliste qui est la cotisation.

1. Responsabilité des salariés des services publics

C'est le premier point que je voudrais traiter, j'en ai quatre.

Nous avons à étayer vraiment cette anticipation considérable que représentent les services publics comme autre façon de produire. J'ai parlé de la santé mais on pourrait parler d'éducation, on pourrait parler des services publics d'urbanisme, des services publics qu'assument les collectivités locales ...

Nous avons une part importante du PIB qui est produite par des gens qui n'ont pas d'employeur, qui sont fonctionnaires, qui ne relèvent pas du marché du travail, qui ont un salaire à vie.

Un fonctionnaire ce n'est pas quelqu'un qui a un emploi à vie, les fonctionnaires sont aujourd'hui les plus mobiles des salariés. Dans le privé il y a une telle peur de ne pas retrouver d'emploi qu'on reste dans son emploi. La durée moyenne de l'emploi augmente dans le privé, tellement les gens même s'ils en ont marre, s'ils souffrent dans leur emploi ils le conservent. La mobilité volontaire même maquillée derrière les ruptures conventionnelles a pratiquement disparu.

Donc du coup les fonctionnaires se trouvent être les plus mobiles des salariés, ceux qui changent le plus souvent d'emploi. Donc ce n'est pas l'emploi à vie la fonction publique absolument pas, c'est le salaire à vie.

Le salaire à vie ça veut dire qu'on ne dépend pas d'un propriétaire de l'outil de travail ou de son représentant qui embauche et licencie à sa guise. Un fonctionnaire ne relève pas du tout de cette logique-là de la mobilité. Ce n'est pas le marché du travail qui décide de sa mobilité. Or ça c'est une innovation énorme qui pourrait être étendue à tout le monde. Tout le monde pourrait avoir un salaire non pas lié au poste de travail comme c'est le cas aujourd'hui dans le logique du capital, mais un salaire lié à son grade. Je reprends le terme de la fonction publique on pourrait utiliser un autre terme que celui de la fonction publique, à une qualification qui serait liée à sa personne.

C'est préhistorique que de lier le salaire au poste de travail. Il faut montrer au contraire le caractère émancipateur d'un salaire lié à la personne. C'est déjà le cas de la fonction publique. Donc nous avons dans les services publics, en tout cas pour ce qui est assuré par des fonctionnaires, nous avons dans la sécurité sociale, j'ai parlé de la santé pour ce qui est assuré par des fonctionnaires, et aussi pour ce qui est assuré par des libéraux.

Les libéraux de santé c'est une innovation extrêmement intéressante de travail indépendant : les infirmiers libéraux, les kinés, les médecins. Beaucoup aujourd'hui aspirent au travail indépendant.

Il faut montrer ce modèle, le travail indépendant qui est rémunéré par la socialisation du salaire comme par la cotisation maladie et qui assure à ces personnes dans la liberté de prescription et dans la liberté de choix des patients, une rémunération à vie sans commune mesure avec ce qu'assure le statut d'avocat ou d'architecte où jusqu'à 45 ans on crève de faim. Un libéral de santé qui s'installe a immédiatement un revenu, il relève du salaire à vie parce qu'il est payé par la socialisation du salaire qu'opère la cotisation maladie.

Dont nous avons là en matière de service public et de sécurité sociale un déjà là tout à

fait magnifique, dans lequel on montre que l'on peut produire tout le PIB.

Pourquoi le réduire à la santé et à l'éducation ? Nous pouvons produire tout le PIB avec des personnes qui ont un salaire à vie et dont l'équipement, dont l'outil de travail est une copropriété d'usage, qui est financée par une subvention, non pas par du crédit fut-il vertueux, prétendument vertueux crédit public, mais par de la subvention.

Parce qu'il n'y a aucune raison que la valeur que nous produisons nous-mêmes et qui va être affectée à l'investissement nous soit prêtée; on vient de la produire. Il n'y a aucune raison qu'elle soit prêtée. C'est parce qu'elle est piquée qu'elle est prêtée ! Donc la question n'est pas de faire un bon crédit public, ni de taxer le capital. La question c'est de le marginaliser, en multipliant la production qui se passe du capital.

Et là il y a une responsabilité fondamentale des fonctionnaires des services publics ou des libéraux de santé de prouver à tous la supériorité d'une production faite sans employeur, sans actionnaire, sans prêteur.

Hélas il faut quand même s'interroger quand on voit le niveau d'autocensure des fonctionnaires qui n'osent même plus dire qu'ils sont fonctionnaires, qui se cachent, qui s'excusent d'être fonctionnaires, qui disent : « on est exploité comme les autres ! ». S'ils sont exploités comme les autres nous n'avons aucun tremplin d'alternative. Bien sûr que non qu'ils ne sont pas exploités comme les autres. Il y a une responsabilité des syndicats de fonctionnaires dans l'auto-organisation, sortir de la plainte et de la dénonciation, sortir des parloles avec des directions qui de toute façon n'ont plus rien à négocier.

Auto-organiser les salariés !

Les fonctionnaires ont un statut qui leur permet de s'auto-organiser. Il faut qu'ils arrêtent l'autocensure et la plainte, et l'attente de la fin de la Fonction Publique puisque c'est un petit peu ça. Aujourd'hui c'est ce qui caractérise le défaitisme du syndicalisme fonctionnaire. Il faut passer à autre chose, supprimer les tracts de défense du service public, on s'adresse à des usagers; les remplacer par des tracts de promotion du salaire à vie, de la production sans actionnaire, de la production sans crédit auprès d'usagers mais qui sont aussi des travailleurs qui ont peur pour leur emploi et qui sont excédés par la disparition de l'outil industriel, leur montrer que l'on produit autrement déjà et qu'il faut généraliser.

Il y a une responsabilité du syndicalisme fonctionnaire d'un travail de généralisation à toute la production de ce qui est déjà produit sans employeur, sans actionnaire, et sans prêteur.

Ça c'est le premier point la responsabilité des salariés des services publics. Ils ont une responsabilité considérable.

2. Les salariés des grandes entreprises

S'agissant maintenant, deuxième point, des grandes entreprises.

Il faut distinguer grandes et petites entreprises c'est quand même pas la même logique.

S'agissant des grandes entreprises, nous avons dans les grandes entreprises des équipes syndicales qui avec l'appui de [CIDECOS](http://www.cidecos.com/)², d'[APEX](http://www.apex-isast.fr/)³ ou d'autres cabinets de conseil des comités d'entreprise, ont une réelle compétence quant à la connaissance du fonctionnement de l'entreprise, quant à la capacité d'expertise alternative à l'expertise patronale. Là encore il faut un changement du temps militant. Beaucoup trop de ces militants extrêmement compétents passent leur temps en parloles. Les directions n'ont plus rien à négocier, absolument rien.

La responsabilité syndicale elle est de convaincre avec toute l'argumentation dont les

2 <http://www.cidecos.com/>

3 <http://www.apex-isast.fr/>

syndicats sont capables parce qu'ils ont précisément l'expertise dans ces entreprises là, de l'inutilité des actionnaires. il faut en permanence délégitimer l'actionnaire, délégitimer la direction, délégitimer la DRH.

En utilisant les meilleurs militants à de la parlotte avec ces instances où il ne se passe rien, où il ne peut rien se passer, on affaiblit la capacité syndicale de l'alternative. Il y a aussi un très gros travail à faire pour convaincre les salariés qu'il n'y a pas besoin d'actionnaires pour travailler, qu'il n'y a pas besoin qu'un parasite nous donne du travail, puisque c'est nous qui lui donnons la valeur que nous produisons et qu'il se l'approprie de façon absolument scandaleuse.

Je suppose que Pierre (Ivorra) donnera quelques chiffres sur la question, en tout cas il les a donnés dans [l'article de La Montagne d'hier matin](#) (20 janvier)⁴.

Donc ce n'est évidemment pas MITTAL qui fait vivre les sidérurgistes, ce sont les sidérurgistes qui font vivre MITTAL.

Donc il faut arrêter une activité syndicale qui légitime en permanence ce parasitisme. Et au contraire en permanence montrer que nous disposons de l'expertise, de la capacité de gérer l'entreprise infiniment mieux que ne le font les actionnaires et leurs stipendiaires (NB : qui est à la solde de quelqu'un) et montrer en permanence les mauvaises décisions qui sont prises et combien elles coulent l'entreprise, montrer en permanence ce que nous sommes capables de faire NOUS dès lors que nous aurions la maîtrise de ces entreprises, délégitimer en permanence et pour cela ne pas négocier avec lui. Je pense qu'il y a un moment où il faut tirer l'échelle. La négociation est indispensable quand nous l'imposons et là le patron n'est jamais prêt à négocier, quand nous l'imposons après une grève ...

Mais la négociation qu'il nous impose et dans laquelle il bassine les meilleurs de nos militants STOP,

STOP !

Que ce soit au niveau de l'entreprise, au niveau interpro, ou au niveau des ANI (**A**ccord **N**ational **I**nterprofessionnel). on sait ce que donnent les ANI, la dernière la CGT était toute seule toute la journée pendant que la CFDT et FO négociaient dans les coulisses avec le ministère du travail et les patrons. Il faut arrêter ces liturgies grotesques.

Auto-organiser les salariés c'est le mot d'ordre aujourd'hui absolument nécessaire. Nous ne pouvons plus être dans la plainte dans la dénonciation.

Écoutez j'ai manifesté le 8 octobre à la manif interprofessionnelle. Mon parti, le parti communiste distribue un tract, je le lis, en général je ne le lis pas pour ne pas me faire de mal, bon je le lis Recto-Verso ! deux lignes de propositions extrêmement générales, très vagues, deux lignes !! Je vais voir le secrétaire fédéral, je lui dis tu as vu ce que tu distribues là ? Écoutes j'ai pas lu, on n'a pas eu le temps, c'est le tract national. En plus c'est le tract national !!

Bon il faut pas arrêter la plainte, arrêter la dénonciation, tout ça est contre-productif, tout ça alimente la désespérance collective.

En permanence nous sommes en mesure soit parce que nous sommes fonctionnaires ou libéraux de santé et que nous avons les moyens collectivement, individuellement non, mais collectivement et c'est pour ça que c'est de responsabilité syndicale, les moyens de nous auto-organiser parce que nous n'avons pas sur le dos les actionnaires et les prêteurs, et pas sur le dos les employeurs, puisque nous n'avons pas d'employeur.

Dans les grandes entreprises il faut que nous mettions nos meilleurs militants non plus dans de la parlotte inutile mais dans un travail en permanence de délégitimation auprès

4 http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/departement/allier/montlucon/2016/01/20/un-nouveau-crash-financier-selon-leconomiste-pierre-ivorra_11745101.html

des salariés, de l'actionnaire, du prêteur, de démonstration que l'on peut beaucoup mieux produire en se passant de ces parasites.

3. Dans les PME

Je vais vous raconter l'anecdote suivante parce que nous sommes très insuffisamment offensifs, d'abord parce que la CGT ne syndique que des salariés, c'est une très grave erreur. Encore que ça évolue, il y a un syndicat des libraires qui vient d'être fondé, dans lequel les travailleurs indépendants sont aussi à la CGT. J'espère que ça va se multiplier ces choses là.

Je vous rapporte l'anecdote suivante. C'était à la municipalité d'Aubagne, municipalité communiste à l'époque ; depuis la droite ou les socialistes je sais plus mais c'est un peu pareil. Bon c'est la droite.

J'étais dans un panel avec le patron du CNPF local dans les Bouches-du-Rhône donc et du BTP, un type remarquable de 35 40 ans qui nous dit ce genre de choses ; j'additionne ce qu'il dit en public, ce qu'il m'a dit en privé.

C'était un sportif de haut niveau, c'était la sixième génération de propriétaire, c'est une boîte de génie thermique, lui-même est ingénieur en génie thermique, 90 salariés. C'est un sportif de haut niveau équipe de France donc de très haut niveau, et un jour son père lui dit « si tu ne reprends pas, je vends. », sixième génération !

Il a cédé au chantage et il m'a dit je ne sais pas si je ferais ce chantage sur mes enfants, il a trois enfants.

Dans le débat il dit lui le patron du CNPF des Bouches du Rhône s'agissant du BTP, il dit mes adversaires c'est SUEZ, VINCI ... qui piquent tous les marchés publics, moi j'ai ce qui reste et j'ai l'obsession de la feuille de paye : 90 salariés.

J'accepte des trucs avec lesquels je suis en désaccord parce que j'ai l'obsession de la feuille de paye.

Il dit en moyenne il y a 50 000 salariés du BTP dans les Bouches du Rhône pour 10 000 entreprises, en moyenne cinq salariés par entreprise. Lui c'était déjà du gros dans les PME. Ça veut dire que chaque fois qu'on embauche quelqu'un on embauche quelqu'un qui représente le cinquième de la boîte avec une responsabilité importante.

Il dit seule la propriété est la garantie de la responsabilité. Être propriétaire ça coûte. La confusion entre le patrimoine personnel et le patrimoine de l'entreprise, la distinction n'est pas toujours si simple que ça, le taux de divorce chez nous est supérieur à la moyenne nationale. Voilà en gros ce qu'il dit.

Ce que j'ai été amené à dire à la suite de cette intervention c'est :

Ben oui vous avez parfaitement raison de dire que la propriété est la condition de la responsabilité, et quand vous dites qu'embaucher chaque fois une personne c'est embaucher le cinquième de la boîte, il faudrait que les 5 soient copropriétaires. On va vous débarrasser de votre patrimoine ! Vous avez une conception dépassée de la propriété, propriété lucrative. Ce patrimoine est-ce qu'il vaut divorce, ? est-ce qu'il vaut abandon d'un projet de sport de haut niveau ? On va vous libérer du patrimoine, on va vous libérer de l'obsession de la feuille de paye, par un salaire à vie vous cotiserez au prorata de votre Valeur Ajoutée.

Si on veut un salaire à vie en moyenne de vingt cinq mille euros par an pour les 50 millions de plus de 18 ans résidant en France comme droit du sol dans une fourchette 1500-6000 euros nets par mois, la CGT propose quatre niveaux de qualification. Il faut être cohérent, du coup ça fait un salaire de 1 à 4 pas de 1 à 20 comme on dit au Front de Gauche.

Il faut 1250 milliards d'euros 50 millions fois 25 000 euros c'est-à-dire ce que nous consacrons déjà au salaire. Sur les 2 000 milliards d'euros que nous produisons 700

vont au profit dont 400 qui sont prêtés, après l'avoir piqué, pour l'investissement. 400 seulement c'est très faible l'investissement en France pour les 700 milliards de profits. Et puis il y a 1300 milliards de revenus du travail : 100 milliards pour les travailleurs indépendants et 1200 milliards pour le salaire. En gros 700 milliards de salaire direct et 500 milliards de cotisations et CSG.

Donc nous pouvons dès maintenant assurer un salaire à vie pour tous, il faut que les entreprises assurent non plus les salaires de leurs salariés, le salaire à vie est incompatible avec le fait que le salaire dépend des aléas du chiffre d'affaires des entreprises. Il faut mutualiser à l'échelle nationale la valeur ! Ce qu'on fait déjà dans le Trésor Public pour la fonction publique, c'est ce qui rend possible le salaire à vie des fonctionnaires, ce qu'on fait dans l'assurance maladie pour les fonctionnaires et les libéraux de santé, ce qui rend possible leur salaire à vie aussi. Il faut le faire pour toute activité bien sûr dans une cotisation salaire de 60 % de la valeur ajoutée qui ira à des caisses de salaires. Les entreprises n'auront plus à payer leurs salariés. (voir le document [l'emploi c'est pas une vie](#) édité par le Réseau Salarial)

On va vous libérer du patrimoine, on va vous libérer de l'obsession de la feuille de paye. Alors je ne dis pas qu'on s'est quitté, « embrassons-nous Folleville » mais il a parfaitement entendu. Et pour l'avoir dit moi souvent à des libraires, des experts-comptables ... mais ils disent banco !

Notre capacité à nous adresser aux artisans aux PME, à partir de l'expérience des libéraux de santé et à partir d'arguments du type de ce que je viens d'évoquer, mais nous la sous-estimons considérablement. Nous pouvons faire avancer l'idée d'entreprise copropriété de leurs salariés et avec salaire à vie, et financée par la subvention née de la collecte d'une cotisation économique sur les 40 % de la valeur ajoutée restante. Les 60% allant au salaire n'épuisent pas tout, le reste peut aller à l'investissement à travers de l'autofinancement d'une part et une cotisation économique qui permettra de subventionner l'investissement.

Tout ça est assez simple à énoncer assez facile à faire comprendre, et quand on le fait je vous assure qu'il y a du répondant.

4. Les 15-30 ans

Moi mes auditoires habituels sont moins chenus que ce soir. Parce qu'on peut se faire entendre des 15 30 ans sur des arguments de ce type. Parce que nous avons chez les 15 30 ans beaucoup plus que chez nous des gens qui ne veulent pas jouer le jeu du capital, des quantités !

Alors c'est mon dernier point justement,

Ces 15 30 ans ils ne veulent pas, nos propres enfants, moi j'ai l'âge d'avoir des enfants qui sont un peu plus âgés ils ont entre 30 et 40. Tous ces trentenaires éduqués là, beaucoup, il y a ceux qui sont des gagners qui vont à la City de Londres, ils sont très minoritaires. Beaucoup, à la différence de notre génération, ils ne veulent pas produire de la merde pour le capital parce que leur sensibilité écologique est très supérieure à la nôtre.

Ils ne veulent pas d'employeurs, ils ont une éducation et l'expérience par leurs parents des entraves à la qualité du travail dans l'entreprise qui fait qu'ils ne veulent pas d'employeur.

Ils bricolent avec le RSA des productions alternatives dans la vidéo, dans l'informatique, dans la culture et cetera. Il y a des centaines de milliers d'initiatives de ce genre à travers la France qui sont à la fois très vertueuses d'un point de vue d'émancipation, et en même temps si peu soutenues par nous.

C'est là que j'en viens à notre responsabilité dans cette affaire c'est que leur capacité à

être récupéré par la capital est tout à fait considérable.

Vous avez peut-être été attentifs au fait qu'est en train de se mettre en place progressivement une alternative au statut de salarié qui est faite de trois choses qui ont été présentées par le rapport Thieulin (voir la [préface du rapport](#) et le [dossier de presse](#)) la semaine dernière, pas encore officiel, mais c'est la première fois mais c'est trois choses ensemble :

- le revenu de base,
- auto-entrepreneuriat
- et le CPA.

Et là sur le CPA aussi bien le front de gauche que la CGT sont dans les choux pour le moment.

De la salle : c'est quoi le CPA ?

ben voilà : ça montre bien que nous sommes dans les choux.

Le **Compte Personnel d'Activité** c'est la grande innovation sociale du quinquennat ! Qu'on ne la connaisse pas après tout ce n'est jamais que justice pour la grande innovation sociale du quinquennat

Non il faut la connaître parce que c'est la construction de la CFDT, du MEDEF depuis maintenant 25 ans. Depuis 92 la CFDT et le MEDEF construisent progressivement des comptes, des comptes personnels, des comptes pénibilité, des comptes jour, des comptes formation sur la base évidemment du plus ancien des comptes qui a été construit lui par FO contre la CGT à savoir l'[ARRCO](#)⁵, un compte retraite et qui est le modèle des réformateurs; Construire la sécu, la retraite autour de l'ARRCO.

Prenez les travaux de Piketty qui est notre adversaire intellectuel en chef bien sûr, parce que c'est le plus malin de la bande, sur comment impulser en France des comptes personnels en matière de retraite.

Cette multiplication des comptes qui vont être fongibles. C'est à dire qu'on va pouvoir utiliser par exemple les jours du compte emploi pour faire de la formation ou utiliser des droits à la formation en jours de ceci cela.

Ces comptes individuels et le revenu de base sont la condition pour rendre acceptable la réduction des droits liés au salaire et au statut de salarié dans l'auto-entrepreneuriat.

Donc le mixte auto-entrepreneuriat, compte personnel et revenu de base tentent les jeunes qui ne veulent pas jouer le jeu du capital, ils vont le jouer alors là de la plus belle façon.

Le capital financiarisé ne peut pas, ne souhaite pas s'engluer dans l'emploi au sens de droit lié au poste. Il ne veut plus s'emmerder, c'est pas assez fluide. Il lui faut des efforts d'investissements plus fluides que ça et donc une mobilité beaucoup plus grande des salariés sur le marché du travail. Ils ne veulent pas s'emmerder à être employeurs. De plus en plus de capitalistes souhaitent être rentiers, comme Amazon, comme Uber et cetera et cetera

Et donc une logique d'uberisation dans laquelle des auto-entrepreneurs se font des sous avec blablacar avec Airbnb, avec toutes les saloperies de l'économie collaborative sur laquelle là aussi nous avons trop peu de choses à dire.

C'est un adversaire redoutable et il tente tous ces jeunes là de même que le revenu de base. Quand vous jouez avec le RSA vous recevez tous les mois de la CAF un mot, ah vous avez touché 73 euros de trop, vous n'avez pas déclaré ceci ... Si au lieu d'être emmerdé j'avais 500 balles par mois inconditionnels !

Donc là, nous avons là, nous avons un projet en face de nous qui est revenu de base,

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/Agirc_et_Arrco

un projet dont disons le promoteur le plus habile et qui fait des ravages à la direction du Parti Communiste en tout cas : Bernard Stiegler d'Ars Industrialis

Et donc revenu de base, auto-entrepreneuriat dans lequel on se fait des sous en alimentant les bases de données des rentiers du numérique, et puis le compte personnel au prorata de performances sur le marché du travail et là sur le marché des biens.

Face à cela si nous ne sommes pas NOUS en capacité de nous adresser à ces jeunes là qui, politiquement, sont extrêmement intéressants parce qu'ils ont une forme d'anticapitalisme réactif disons.

Si nous ne sommes pas capables de nous adresser à eux en disant mais nous avons infiniment mieux que tout cela ou autre chose qui est le salaire à vie de la fonction publique, le salaire à vie des salariés de la santé, qui est la cotisation pour financer l'investissement à condition que vous acceptiez de sortir du small is beautiful⁶ pour produire comme l'a fait la CGT et le parti communiste en 45 46 47 les institutions macroéconomiques de l'alternative au capital nous pouvons les mobiliser tout à fait considérablement.

6 https://fr.wikipedia.org/wiki/Small_is_beautiful